



03 décembre 2024

Pour protéger les enfants, non à l'instrumentalisation de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle

Les élus et élues du Réseau français des villes éducatrices ont pris connaissance avec inquiétude des propos du ministre délégué à la Réussite scolaire sur le programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle en préparation au ministère de l'Éducation nationale. La mobilisation de concepts sans rapport avec la réalité dans le but d'effrayer les parents d'élèves n'est malheureusement pas une première dans cette situation.

Alors que la parole s'est libérée sur les violences sexuelles, il paraît difficile de ne pas être convaincu de la nécessité que les enfants reçoivent une éducation aux notions de consentement et d'intimité, de manière progressive et adaptée à leur âge et leur développement. Les adultes ont le devoir de protéger les enfants et ne pas les laisser seuls face aux menaces qui peuvent les entourer.

L'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle est un axe central de la prévention des violences sexuelles subies par les enfants, dont beaucoup ont lieu dans le cadre familial. Les acteurs les plus proches de ces questions, tels que la CIIVISE ou le Planning familial, se sont immédiatement positionnés en ce sens, non sans rappeler que 160 000 enfants sont chaque année victimes d'inceste et de violences sexuelles. Complémentaire de la lutte contre le harcèlement, l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle contribue aussi à l'acceptation des différences et au respect d'autrui, et à la lutte contre les stéréotypes, y compris les stéréotypes de genre.

A l'heure actuelle, les trois heures annuelles prévues par les textes sont très difficilement mises en œuvre. Il est urgent de développer la formation des enseignants à ces sujets délicats et de soutenir les personnels qui s'engagent auprès des élèves. La ministre Anne Genetet doit maintenant s'engager à favoriser l'application effective de la loi et donner aux établissements les moyens de l'appliquer.

Contact presse

Émilie Kuchel - présidente

06 69 96 53 12